

Art. 4. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de la Politique Extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

T. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,

A. VAN ASBROECK

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 - 3322

[C - 27660]

9 NOVEMBRE 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment les articles 6, 7, 9, 16, 17, 18 et 19;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 16 juin 1995 et du 14 juillet 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 20 juillet 1995;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique du 26 juillet 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "le centre" : le centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies ou le centre hospitalier psychiatrique Les Maronniers;

2° "le décret" : le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne.

CHAPITRE II. - Des délégations de pouvoirs

Section 1^{re}. - Des attributions du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint

Art. 3. Délégation est accordée au fonctionnaire dirigeant pour prendre les décisions relatives aux dépenses et aux recettes du centre, jusqu'à un montant d'un million deux cent cinquante mille francs hors T.V.A.

Toutefois :

1° la délégation prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'achat et à la vente de biens immobiliers;

2° le montant mentionné à l'alinéa 1^{er} est ramené :

a) à deux cent cinquante mille francs pour les dépenses relatives à des missions à l'étranger;

b) à septante-cinq mille francs pour les dépenses portant sur la participation à des séminaires ou des colloques;

c) à vingt-cinq mille francs pour les frais de représentation.

Art. 4. Lorsque les délégations octroyées par la disposition qui précède concernent un marché public de travaux, de fournitures ou de services, le fonctionnaire dirigeant a délégation, jusqu'à concurrence des montants prévus à l'article 3, alinéa 1er, pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3° après avis du comité de direction, déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges et prévoir l'octroi d'avances ne dépassant pas cinquante pour cent de la valeur du marché.

Art. 5. Le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les agents définitifs de niveau 1 membres du comité de direction, désignés par le fonctionnaire dirigeant après information donnée au comité de direction, sont habilités :

1° à approuver et ordonnancer les dépenses engagées en application des articles 3 et 4 ou par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus au budget des dépenses du centre;

2° accomplir les actes concernant l'exécution des marchés du centre.

Art. 6. Délégation est accordée au fonctionnaire dirigeant pour :

1° prendre, à l'égard des agents de niveau 1, les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions, en ce compris les missions à l'étranger;

2° prendre, à l'égard des agents de niveau 1, les décisions relatives aux dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;

3° prononcer, pour les agents de niveau 1, la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

4° prononcer, pour les agents de niveau 1, la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

5° prendre, à l'égard des agents de niveau 1, les décisions relatives à l'interruption de carrière professionnelle;

6° prendre, à l'égard des agents de niveau 1, les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'incapacité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de santé administratif;

7° désigner, dans le cadre des affaires examinées par la chambre de recours départementale, le fonctionnaire chargé de défendre la proposition contestée;

8° signer, en exécution des décisions du comité de direction, les contrats de travail des agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

9° signer, en exécution des décisions du comité de direction, les licenciements des agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

10° engager, en cas d'urgence dûment motivée, des agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4 dans le respect des normes spécifiques aux hôpitaux et aux services psychiatriques ainsi qu'aux fonctions et autres structures psychiatriques. Il soumet sans retard à l'approbation du comité de direction les décisions prises à ce sujet;

11° recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

Art. 7. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire dirigeant adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant adjoint, les délégations visées à l'alinéa 1er sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à la personne désignée par le Gouvernement parmi les agents de niveau 1 membres du comité de direction.

Section 2. - Des attributions du comité de direction

Art. 8. Délégation est accordée au comité de direction pour :

1° prendre, à l'égard des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions, en ce compris les missions à l'étranger;

2° prendre, à l'égard des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, les décisions relatives aux dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;

3° prononcer, pour les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

4° prononcer, pour les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

5° prendre, à l'égard des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'incapacité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de santé administratif;

6° octroyer des congés parentaux ou des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officieuse;

7° prendre les décisions relatives à la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

8° procéder à la nomination à titre définitif des agents de niveaux 2+, 2, 3 et 4;

9° prendre les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours ainsi que par la commission des stages aux niveaux 2+, 2, 3 et 4;

10° engager des agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4, dans le respect des normes spécifiques aux hôpitaux et aux services psychiatriques ainsi qu'aux fonctions et autres structures psychiatriques;

11° licencier des agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4, y compris pour motif grave en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail;

12° procéder à l'affectation des agents;

13° fixer la résidence administrative des membres du personnel;

14° prendre, à l'égard des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4, les décisions relatives à l'interruption de carrière professionnelle;

15° prendre les décisions relatives aux congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public, un centre psycho-médico-social subventionné, un institut médico-pédagogique subventionné, un office d'orientation professionnelle subventionné ou

dans l'enseignement universitaire, l'exercice d'une fonction par intérim dans une école officielle ou libre subventionnée, ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

16° octroyer les fonctions supérieures, les promotions par avancement de grade et les mutations à la demande de l'agent aux niveaux 2+, 2, 3 et 4.

Art. 9. Dans le cadre des marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant est compris entre 1 250 000 francs et 25 millions de francs, hors T.V.A., le comité de direction a délégation pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3° déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges et prévoir l'octroi d'avances ne dépassant pas cinquante pour cent de la valeur du marché.

Art. 10. Dans le cadre des marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant est supérieur à 25 millions de francs hors T.V.A., le comité de direction est chargé de donner un avis préalable sur les points visés à l'article 9, 1° et 3°.

Il est en outre habilité à imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Section 3. - Du pouvoir de gestion exclusif du Gouvernement

Art. 11. En ce qui concerne le personnel, le Gouvernement wallon est seul compétent pour :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations;

3° le cadre;

4° les déclarations de vacances d'emplois;

5° l'octroi de fonctions supérieures, les promotions par avancement de grade et les mutations à la demande de l'agent au niveau 1;

6° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours ainsi que par la commission des stages au niveau 1;

7° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;

8° l'adoption du programme annuel de recrutement;

9° la nomination à titre définitif des agents du niveau 1;

10° l'engagement des agents contractuels du niveau 1.

CHAPITRE III. - De la composition et du règlement d'ordre intérieur du comité de direction

Art. 12. Les personnes visées à l'article 7, alinéa 1er, du décret, le comptable ainsi que le responsable de la maison de soins psychiatriques forment le comité de direction.

Art. 13. La présidence du comité de direction est assurée par le fonctionnaire dirigeant ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Le fonctionnaire dirigeant désigne le secrétaire parmi les membres du comité de direction.

Art. 14. Le président du comité de direction fixe l'ordre du jour en tenant compte des propositions émanant des autres membres du comité de direction.

Art. 15. Le secrétaire adresse les convocations aux membres du comité de direction trois jours au moins avant la date de la réunion.

Les convocations mentionnent le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et sont accompagnées de la documentation nécessaire à un examen complet des points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 16. Le président convoque sans délai le comité de direction lorsque sur demande motivée de trois membres au moins l'urgence est invoquée. La demande indique les points à inscrire à l'ordre du jour.

Art. 17. Des personnes occupées au sein du centre ou extérieures à celui-ci peuvent être invitées à participer, en qualité d'experts, aux réunions du comité de direction. Elles ne prennent pas part au vote.

Art. 18. Le comité de direction ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. Les membres du comité de direction votent à main levée. Le président vote le dernier et, en cas de partage des voix, sa voix est prépondérante.

Si, après convocation régulière, il ne s'est pas trouvé en nombre suffisant pour délibérer, le comité de direction délibère valablement à la séance qui suit, quel que soit le nombre de membres présents, sur les points qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

La convocation reproduit cette disposition.

Art. 19. Les délibérations du comité de direction font l'objet d'un procès-verbal. Le procès-verbal de chaque réunion est dressé par le secrétaire et est adressé, dans les dix jours qui suivent la réunion, à tous les membres du comité de direction.

Après approbation lors de la séance suivante, le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire. Un exemplaire est transmis au Gouvernement.

Le secrétaire tient un registre des procès-verbaux du comité de direction.

Art. 20. Les membres du comité de direction ne bénéficient d'aucun jeton de présence.

CHAPITRE IV. - *Du comité d'orientation*

Art. 21. Le comité d'orientation se réunit sur convocation du président ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, sur convocation d'un des vice-présidents. Celui-ci convoque le comité d'orientation au moins quatre fois par an et chaque fois qu'une demande émanant de cinq membres au moins dudit comité, du Ministre dont le centre relève, du comité de direction ou du fonctionnaire dirigeant, est adressée au président.

Les convocations se font par écrit et à domicile. Sauf en cas d'urgence, elles sont déposées à la poste dix jours avant la date de la réunion. Elles mentionnent le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et sont accompagnées de la documentation nécessaire à un examen complet des points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 22. Le comité d'orientation ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

Les propositions et avis sont adoptés s'ils obtiennent la majorité des suffrages exprimés.

Les membres du comité d'orientation votent à main levée. Le président vote le dernier et, en cas de partage des voix, sa voix est prépondérante.

Les membres du comité d'orientation sont tenus au secret des débats et des délibérations.

Art. 23. Si, après convocation régulière, il ne s'est pas trouvé en nombre suffisant pour délibérer, le comité d'orientation peut, après une nouvelle convocation envoyée par lettre recommandée, et quel que soit le nombre de membres présents, délibérer valablement à la séance qui suit, sur les points qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 24. Les délibérations du comité d'orientation font l'objet d'un procès-verbal.

Le procès-verbal de chaque réunion est dressé par le secrétaire et est adressé, dans les dix jours qui suivent la réunion, à tous les membres du comité d'orientation ayant voix délibérative ou consultative.

Après approbation lors de la séance suivante, le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire ou en tout cas par deux membres du comité d'orientation. Un exemplaire est transmis au Gouvernement.

Le secrétaire tient un registre des procès-verbaux du comité d'orientation.

Art. 25. La participation aux séances du comité d'orientation donne droit à un jeton de présence d'un montant :

1° de 1 500 francs pour le président ou, en son absence, pour le vice-président assurant la présidence;

2° de 1 000 francs pour les autres membres.

Le président et les membres du comité d'orientation ont droit au remboursement des frais de parcours conformément à la réglementation applicable aux fonctionnaires de la Région.

Pour l'application du présent article, le président et les membres du comité d'orientation sont assimilés aux fonctionnaires de la Région de rang A4.

Le président approuve les déclarations de créance du vice-président et des membres du comité d'orientation.

Art. 26. Aucun membre du comité d'orientation ne peut :

1° être présent à la délibération sur les objets auxquels il a ou a eu un intérêt personnel direct ou auquel ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct;

2° prendre part directement ou indirectement à un marché, adjudication, fourniture, vente ou achat intéressant le centre;

3° intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre le centre, ou plaider, donner des avis ou suivre une affaire litigieuse quelconque, si ce n'est gratuitement, dans l'intérêt du centre.

CHAPITRE V. - *De la gestion budgétaire, comptable, financière et patrimoniale**Section 1re. - Du budget des recettes et des dépenses*

Art. 27. Le budget évalue toutes les recettes et autorise toutes les dépenses à effectuer par le centre, quelles qu'en soient l'origine et la cause, au cours de l'année pour laquelle il est élaboré.

Art. 28. Par recettes, on entend tous les droits acquis au centre du chef de ses relations avec les tiers.

Par dépenses on entend tous les droits acquis par des tiers à charge du centre.

Les opérations sur fonds de tiers sont inscrites pour ordre au budget.

Art. 29. § 1er Pour les contrats et marchés dont l'exécution excède le terme de l'année budgétaire, le budget prévoit, d'une part, le montant des engagements qui peuvent être conclus et, d'autre part, le montant de la partie des contrats et marchés qui peut être exécutée au cours de l'année budgétaire considérée.

§ 2 Par dérogation aux dispositions du § 1er du présent article, les droits qui résultent de la conclusion de contrats d'usage de biens ou de services, liant les signataires pour une durée excédant le terme de l'année budgétaire ne sont portés au budget qu'à concurrence du montant des droits qui deviennent exigibles au cours de l'année budgétaire.

Art. 30. L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Art. 31. Les évaluations portées aux articles du tableau des recettes du budget ne sont pas limitatives de la recette à effectuer.

Les recettes doivent être rattachées aux articles en regard desquels elles sont prévues.

Art. 32. Les crédits postulés aux articles du tableau des dépenses limitent celles-ci au montant fixé, à moins que leur libellé ne précise qu'ils sont non limitatifs.

Les crédits ne peuvent être utilisés qu'aux fins auxquelles ils sont destinés.

Art. 33. § 1^{er}. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget du centre doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le Ministre dont le centre relève.

§ 2 Pour l'exécution d'une dépense urgente et imprévue qui a pour conséquence un dépassement de crédits, le fonctionnaire dirigeant propose la modification budgétaire correspondante au Ministre dont le centre relève.

Le Ministre dont le centre relève se prononce dans les deux jours ouvrables, à dater de la réception de la proposition. Passé ce délai, la modification budgétaire est réputée approuvée.

Art. 34. Un rapport trimestriel présentant un suivi du budget ainsi qu'une prévision des résultats futurs est élaboré sous la responsabilité du comptable et transmis au comité de direction dans le mois qui suit chaque trimestre.

Après approbation par le comité de direction, le fonctionnaire dirigeant transmet le rapport de gestion au Ministre dont le centre relève.

Section 2. - Des mouvements internes

Art. 35. Les opérations qui ne résultent pas des relations avec des tiers constituent des mouvements internes. Ces opérations concernent notamment la formation, la transformation et la disparition de valeurs patrimoniales, la constitution de fonds de réserve, de fonds d'amortissement ou de renouvellement.

Art. 36. Les mouvements internes sont évalués à titre indicatif dans la préfiguration des comptes qu'ils doivent affecter.

La préfiguration des comptes est la synthèse du mouvement des valeurs qui découle de l'exécution de la mission statutaire du centre, pendant l'année pour laquelle le budget est dressé.

Cette synthèse tient compte des mêmes groupes de subdivisions que celles apparaissant dans le plan comptable. Elle a pour but de montrer les transformations probables du patrimoine qui résultent, soit des opérations effectuées par le centre avec des tiers, soit du mouvement interne des valeurs.

Section 3. - De la forme du budget et de ses annexes

Art. 37. Le projet de budget du centre est présenté en tableaux dans la forme prescrite conjointement par le Ministre dont le centre relève et le Ministre du Budget.

Ces tableaux doivent être établis de manière telle qu'il soit satisfait aux dispositions de l'article 29.

Les recettes et les dépenses y sont classées par nature.

Art. 38. Les prévisions de recettes et les crédits de dépenses sont appuyés de notes justificatives distinctes.

Les actes de gestion dont les conséquences financières se traduisent dans les comptes de plusieurs années sont exposés sous forme de programme succinct. Chaque année, jusqu'à réalisation complète du programme, le degré d'avancement dans l'exécution est rappelé.

Art. 39. Le centre présente parmi les notes justificatives la préfiguration du mouvement des comptes dont il est question à l'article 36.

Cette préfiguration est formée de manière telle que :

1° toutes les recettes et les dépenses portées dans le tableau des prévisions budgétaires se retrouvent les premières au crédit et les secondes au débit des comptes préfigurés;

2° tous les mouvements internes définis à l'article 35 apparaissent de façon distincte et se balancent au débit et au crédit pour l'ensemble des comptes préfigurés.

Art. 40. Le centre qui administre les biens mobiliers ou immobiliers lui appartenant ou dont il a l'usage ou la gestion, peut se limiter à la présentation de la préfiguration des comptes enregistrant les opérations de gestion et les fluctuations de valeur de ces biens.

Art. 41. La préfiguration du compte des mouvements de trésorerie est annexée au projet de budget.

Section 4. - Du contrôle des engagements

Art. 42. Dans chaque centre, un contrôleur des engagements veille à ce que les crédits budgétaires ne soient pas dépassés.

Les contrôleurs sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre dont le centre relève et du Ministre du Budget. Ils sont constitués comptables des engagements contractés à charge des crédits d'engagements visés à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 43. L'approbation des contrats et marchés pour travaux et fournitures de biens ou de services ne peuvent être notifiés avant que ces contrats et marchés aient été visés par le contrôleur des engagements.

Art. 44. Les ordonnancements effectués à charge du budget sont visés par le contrôleur des engagements, qui veille à ce qu'ils n'excèdent pas le montant des engagements auxquels ils se rapportent.

Art. 45. Les contrôleurs des engagements peuvent se faire fournir tous documents, renseignements et éclaircissements relatifs aux engagements et aux ordonnancements.

Art. 46. Les contrôleurs des engagements transmettent périodiquement à la Cour des Comptes, le relevé des engagements à charge des crédits d'engagement visés à l'article 7, § 2, et à l'article 45, § 7, de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, appuyé des documents justificatifs.

Ces relevés sont intégrés dans le compte d'exécution du budget.

Art. 47. Sont soumis au contrôleur des engagements en vue d'obtenir :

1° un visa en engagement, préalable à leur notification : les contrats et marchés pour travaux et fournitures de biens ou de services dont le montant dépasse cent mille francs;

2° un visa en engagement provisionnel :

a) les états estimatifs des sommes qui seront exigibles du centre au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations résultant de l'exécution soit de dispositions légales ou réglementaires en matières de traitements, pensions et allocations accessoires ou similaires, soit de contrats de louage de biens ou de services d'abonnement;

b) des états estimatifs des sommes restant dues par le centre à la fin de l'année budgétaire du chef d'obligations nées à sa charge au cours de cette année, et qui n'ont pas fait l'objet d'un visa d'engagement comptable;

3° un visa simultané en engagement comptable et en ordonnancement :

a) les ordonnances de paiement concernant les contrats et marchés de travaux et fournitures de biens et de services dont le montant ne dépasse pas cent mille francs;

b) les ordonnances relatives aux dépenses non prévues aux 1° et 2°;

4° un visa en ordonnancement : les ordonnances de paiement ou de régularisation concernant les dépenses prévues aux 1° et 2° ci-dessus;

5° un visa en ordonnancement et, s'il y a lieu, en engagement comptable : les ordonnances de régularisation des dépenses payées sous forme d'avance sur la caisse des comptables;

Art. 48. § 1er. Pour les engagements prévus à l'article 47, 1° et 2°, l'autorité responsable de la dépense transmet au contrôleur des engagements un bulletin d'engagement mentionnant les renseignements suivants :

1° l'objet de l'acte à viser;

2° la date de l'acte à viser et celle de son approbation;

3° le cas échéant, la partie prenante (fournisseur, adjudicataire, créancier ou bénéficiaire);

- 4° la dépense présumée d'après la convention ou d'après toutes autres données estimatives;
- 5° l'année d'imputation, le budget, l'article et le libéra de la loi budgétaire autorisant la dépense;
- 6° le service intéressé;
- 7° les nom et qualité de l'ordonnateur.

Le bulletin est accompagné du dossier des pièces justificatives de la dépense à effectuer; ce dossier est renvoyé à l'autorité en cause par le contrôleur, après visa.

§ 2. Pour les engagements à imputer sur les crédits d'engagement, le bulletin d'engagement et le dossier justificatif sont transmis en double exemplaire.

§ 3. Les états estimatifs dont il est question au 2°, a, de l'article 47 sont transmis au contrôleur des engagements au plus tard pour le 15 janvier de l'année budgétaire considérée; ceux dont il est question au 2°, b, du même article 47 le sont au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivante.

Ces états sont accompagnés de la justification nécessaire.

Art. 49. § 1er. Sans préjudice de l'application des §§ 2 et 3, toute majoration, réduction ou annulation d'un engagement visé par le contrôleur des engagements lui est immédiatement notifiée au moyen d'un bulletin modificatif appuyé d'un dossier justificatif.

§ 2. Les réductions ou annulations d'un montant d'engagement visé au cours d'une année budgétaire antérieure à charge des crédits d'engagement sont notifiées au contrôleur des engagements au moins une fois par trimestre au moyen d'un bulletin modificatif appuyé d'un dossier justificatif.

Elles ne peuvent entraîner une majoration du montant disponible de l'année en cours.

§ 3. Pour les engagements visés au cours d'une année antérieure à charge d'un crédit d'engagement, la première majoration à viser pendant l'année en cours est immédiatement notifiée au contrôleur des engagements au moyen d'un bulletin d'engagement appuyé d'un dossier justificatif.

§ 4. Les documents dont il est question aux §§ 1er à 3 sont transmis de la manière prévue à l'article 48.

Art. 50. Les ordonnances émises en vue du paiement ou de la régularisation de dépenses ayant antérieurement fait l'objet d'un visa en application de l'article 47, 1° et 2°, mentionnent le numéro d'inscription et la date de ce visa.

Elles sont relevées sur des bordereaux distincts de ceux qui accompagnent les ordonnances soumises au visa simultané en engagement comptable et en ordonnancement.

Art. 51. Sont régulièrement communiquées au contrôleur des engagements :

- 1° les observations de la Cour des Comptes et les réponses à ces observations;
- 2° les modifications aux imputations dont il a passé écriture.

Section 5. - De la tenue de la comptabilité

Art. 52. Sans préjudice des articles 77 à 79 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, et de leurs arrêtés d'exécution, la tenue de la comptabilité du centre est régie par les dispositions de la présente section.

Art. 53. Toutes les opérations intéressant l'activité et l'administration du centre font l'objet, jour par jour, d'un enregistrement comptable complet.

Chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative.

Art. 54. L'enregistrement est fait selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Il fait l'objet d'inscriptions au minimum :

- 1° dans un livre journal reprenant les opérations dans l'ordre chronologique;
- 2° dans un système de comptes spécifiant, d'une part, d'après leur nature, les ressources mises en œuvre et, d'autre part, l'usage qui est fait de ces ressources ainsi que les modifications de patrimoine qui en résultent.

Art. 55. Lorsqu'il est tenu plusieurs journaux auxiliaires, leurs écritures sont reportées au moins une fois par mois dans un journal centralisateur.

Si l'intérêt ou les nécessités du service l'exigent, il peut être dérogé à cette disposition avec l'accord du Ministre dont le centre relève et du Ministre du Budget.

Art. 56. En cours d'année, les comptes enregistrant les dépenses budgétaires ne comportent que des inscriptions au débit; les comptes enregistrant les recettes budgétaires ne comportent que des inscriptions au crédit, de manière que ces comptes forment la récapitulation des documents justificatifs de ces inscriptions.

Art. 57. Les documents émanant de tiers et qui appuient les inscriptions aux comptes sont classés par article du budget.

Les copies des documents destinés aux tiers font l'objet d'un classement analogue.

Si la nature de l'activité du centre rend nécessaire leur classement par exploitation ou par service, les documents ainsi groupés peuvent être répertoriés en ordre subsidiaire par secteur d'activité du centre.

Art. 58. Les documents établis par le centre pour justifier les mouvements internes de valeurs, font l'objet d'un classement par compte. Ils ne peuvent être confondus avec ceux visés à l'article 57.

Art. 59. Une provision est constituée afin de couvrir les créances irrécouvrables futures. La somme à provisionner correspond au minimum au tiers des créances irrécouvrables constatées durant trois exercices consécutifs.

Art. 60. A la date du 31 décembre, il est procédé à la révision des valeurs des éléments actifs et passifs du patrimoine du centre et il est dressé un inventaire général basé sur les relevés détaillés des existences, subdivisé en autant de chapitres que le plan comptable du centre.

Art. 61. Les écritures destinées à redresser les comptes conformément aux données de l'inventaire sont passées sous la même date du 31 décembre.

Art. 62. Après la passation des écritures visées à l'article 61, il est dressé une balance définitive des comptes.

Art. 63. Les bénéfices éventuels d'un exercice sont portés en capital.

Section 6. - De la reddition des comptes

Art. 64. Le centre présente annuellement au Ministre dont il relève :

- 1° le compte d'exécution du budget;
- 2° le compte des variations du patrimoine;
- 3° un compte de résultats;
- 4° un bilan.

Art. 65. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant à la balance définitive dans le groupe des comptes ouverts.

Il présente, compte tenu des modifications qui y ont été régulièrement apportées, les mêmes subdivisions que les tableaux du budget tel qu'il a été établi en conformité avec les dispositions prévues à l'article 37.

Ces tableaux font apparaître dans des colonnes successives:

- 1° les numéros des articles;
- 2° les libellés de ceux-ci;
- 3° les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4° les recettes ou les dépenses imputées;
- 5° les différences entre les prévisions et les imputations.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année. Celui-ci cumulé avec les résultats budgétaires des années antérieures, forme le résultat général des budgets.

Art. 66. § 1er. Le compte des variations du patrimoine est présenté sous forme de tableaux regroupant les éléments enregistrés dans les comptes ouverts.

§ 2. Il comprend :

- 1° les sommes représentant les accroissements d'actif et les diminutions de passif qui sont la contrepartie des dépenses imputées sur le budget;
- 2° les plus-values et les autres augmentations d'actif constatées, en dehors de toute imputation budgétaire;
- 3° les sommes représentant les diminutions d'actif ou les augmentations de passif qui sont la contrepartie des recettes imputées sur le budget;
- 4° les moins-values, les dépréciations, les disparitions d'actif ou les accroissements de passif constatés en dehors de toute imputation budgétaire.

§ 3. Les opérations sont récapitulées en groupant en colonnes différentes, celles qui font l'objet d'une imputation sur le budget et celles qui sont constatées, en dehors de toute imputation budgétaire.

§ 4. La différence entre les accroissements et les diminutions forme le résultat de variations du patrimoine de l'année.

Celui-ci, cumulé avec les résultats des années antérieures, forme le compte général des variations du patrimoine.

§ 5. La comparaison du bilan de l'année avec celui de l'année précédente indique le résultat des variations du patrimoine du centre intervenues pendant l'année.

Art. 67. Le compte de résultats est formé:

- 1° de comptes d'exploitation de chaque secteur d'activités du centre;
- 2° de comptes de résultats d'exploitation de chaque secteur d'activités du centre;
- 3° d'un compte de profits et pertes.

Les comptes visés à l'alinéa 1er, 1° et 2°, peuvent être fusionnés.

Art. 68. Le compte d'exploitation reprend :

- 1° le coût des matières mises en œuvre et des prestations fournies, des charges d'utilisation des immobilisations et de l'outillage ainsi que toutes les autres charges généralement quelconques se rapportant à cette exploitation et qui grèvent le prix de revient;
- 2° tous les éléments susceptibles de dégrever le prix de revient ainsi que la valeur au prix de revient du produit de l'activité de l'exploitation.

Art. 69. Le compte de résultat d'exploitation reprend :

- 1° le prix de revient des services prestés et des produits cédés;
- 2° le prix de cession de ces services et de ces produits.

La différence constitue le bénéfice ou la perte d'exploitation.

Art. 70. Le compte de profits et pertes reprend :

- 1° le bénéfice ou la perte d'exploitation des comptes de résultats d'exploitation visés à l'article 69;
- 2° les revenus, produits, frais et charges autres que ceux introduits dans les comptes d'exploitation ou de variations de patrimoine.

Le bénéfice ou la perte de l'année, cumulé avec le solde reporté des années antérieures forme le compte général des profits et pertes.

Art. 71. Le bilan donnant la situation active ou passive du centre au 31 décembre est formé par la transposition des soldes apparaissant à la balance définitive des comptes.

Art. 72. § 1er. Aux comptes présentés en application de l'article 64 est joint un exposé rappelant succinctement les règles qui président :

- 1° à la détermination des bénéfices;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :
 - a) des amortissements;
 - b) des dotations aux fonds de renouvellement;
 - c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités du centre.

§ 2. Les comptes, accompagnés d'une balance définitive, sont produits en cinq exemplaires, pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion, au Ministre dont le centre relève. Celui-ci transmet trois exemplaires au Ministre du Budget.

§ 3. Le Ministre du Budget adresse deux exemplaires des comptes à la Cour des Comptes pour le 31 mai de l'année qui suit celle de leur gestion.

Après avoir exercé sa mission de contrôle, la Cour des Comptes renvoie avec ses observations, un exemplaire des comptes au Ministre du Budget qui la transmet au Ministre dont le centre relève.

Section 7. - Du règlement définitif du budget

Art. 73. Le compte d'exécution du budget du centre est annexé au projet de décret de règlement du budget.

Section 8. - Dispositions diverses

Art. 74. Lorsqu'un contrôle sur place est organisé par la Cour des Comptes, les documents justificatifs des inscriptions en comptabilité peuvent être gardés par le centre qui en est dépositaire en lieu et place de la Cour des Comptes.

Art. 75. Sur la proposition du comité de direction, le Ministre dont le centre relève et le Ministre du Budget fixent, dans le respect de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les règles visées à l'article 17, alinéa 2, du décret.

CHAPITRE VI. - Du trésorier

Art. 76. Le trésorier a pour tâche d'encaisser les sommes et les créances dues au centre.

Art. 77. Le trésorier gère les emprunts du centre et est le correspondant principal de son caissier.

Art. 78. Sur proposition du trésorier, le comité de direction définit une procédure de recouvrement des créances. Le trésorier est responsable du suivi des récupérations de celles-ci. Chaque année, en fin d'exercice, il présente au comité de direction la liste des créances irrécouvrables. Le Gouvernement arrête la liste des créances irrécouvrables avant que le comptable ne passe les écritures.

Art. 79. Le trésorier est responsable des flux financiers en espèces, chèques, ou autres formes de paiements, à l'intérieur de l'hôpital. Il veille à ce que au moins quatre contrôles de caisse soient effectués tous les ans.

Le trésorier élabore annuellement un rapport de gestion des deniers. Le rapport est soumis au comité de direction pour approbation avant d'être transmis au Gouvernement, en cinq exemplaires, avec les pièces justificatives à l'appui.

CHAPITRE VII. - Des réviseurs d'entreprises

Art. 80. Les réviseurs d'entreprises, désignés par le Gouvernement, remettent au Gouvernement tous les avis, appréciations ou conseils que celui-ci sollicite.

CHAPITRE VIII. - Dispositions finales

Art. 81. Les dispositions du décret entrent en vigueur le 1er janvier 1996.

Art. 82. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret.

Art. 83. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 novembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 3322

[C - 27660]

9 NOVEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 6, 7, 9, 16, 17, 18 en 19;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 16 juni 1995 en 14 juli 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 20 juli 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 juli 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° "centrum" : het psychiatrische ziekenhuis "Chêne aux Haies" of het psychiatrische ziekenhuis "Les Marronniers";
- 2° "decreet" : het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. - Delegaties van bevoegdheden

Afdeling I. - Bevoegdheden van de leidende ambtenaar en van de adjunct-leidende ambtenaar

Art. 3. De leidende ambtenaar is gemachtigd om beslissingen te nemen i.v.m. de uitgaven en ontvangsten van het centrum, tot een bedrag van 1 250 000 F, exclusief B.T.W.

Maar :

- 1° de in alinea 1 bedoelde machtiging geldt niet voor de aankoop en de verkoop van onroerende goederen;
- 2° het in alinea 1 vermelde bedrag wordt teruggebracht tot :
 - a) 250 000 F voor uitgaven betreffende opdrachten in het buitenland;
 - b) 75 000 F voor uitgaven voortvloeiend uit de deelname aan seminaries of colloquia;
 - c) 25 000 F voor de vertegenwoordigingskosten.

Art. 4. Als de bij bovenvermelde bepaling verleende delegaties een overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten betreffen, is de leidende ambtenaar gemachtigd om, binnen de perken van de in artikel 3, alinea 1, bedoelde bedragen :

- 1° het bestek of de bescheiden die ermee gelijkstaan, te bepalen en goed te keuren, de gunningswijze te kiezen, de procedure op te starten en de opdracht te sluiten;
- 2° de prijzencontrole op te leggen als hij niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- 3° na advies van het directiecomité, in het bestek of de bescheiden die ermee gelijkstaan, af te wijken van de algemene aannemingsvoorwaarden en de toekenning van voorschotten te voorzien die niet meer bedragen dan vijftig procent van de waarde van de opdracht.

Art. 5. De leidende ambtenaar, de adjunct-leidende ambtenaar en de vast benoemde ambtenaren van niveau 1 die lid zijn van het directiecomité en benoemd werden door de leidende ambtenaar op grond van inlichtingen verstrekt aan het directiecomité, zijn gemachtigd om:

- 1° de uitgaven goed te keuren en betaalbaar te stellen die overeenkomstig de artikelen 3 en 4 of door de primaire ordonnateur uitgetrokken zijn op de kredieten voorzien op de uitgavenbegroting van het centrum;
- 2° de handelingen te verrichten m.b.t. de uitvoering van de opdrachten van het centrum.

Art. 6. De leidende ambtenaar is gemachtigd om:

- 1° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof, het omstandigheidsverlof en de opdrachten, met inbegrip van de opdrachten in het buitenland;
- 2° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. dienstvrijstellingen wegens overmacht;
- 3° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, de indisponibiliteitsstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die echter geen definitieve arbeidsongeschiktheid inhoudt, maar afwezigheden met zich mee brengt die de duur van het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid overschrijden;
- 4° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, de indisponibiliteitsstelling wegens persoonlijke aangelegenheid uit te spreken;
- 5° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. de loopbaanonderbreking;
- 6° wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de door de administratieve gezondheidsdienst genomen beslissingen inzake lichamelijke ongeschiktheid;
- 7° in het kader van de door de departementale kamer van beroep onderzochte zaken, de ambtenaar aan te wijzen die het betwiste voorstel moet verdedigen;
- 8° ter uitvoering van de beslissingen van het directiecomité, de arbeidsovereenkomsten van de contractuelen van niveau 2+, 2, 3 en 4 te ondertekenen;
- 9° ter uitvoering van de beslissingen van het directiecomité, het ontslag van de contractuelen van niveau 2+, 2, 3 en 4 te ondertekenen;
- 10° in geval van behoorlijk met redenen omklede dringende noodzakelijkheid, contractuelen van niveau 2+, 2, 3 en 4 te werven, met inachtneming van de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen en diensten alsook voor de psychiatrische functies en andere psychiatrische structuren. De beslissingen die hij terzake neemt, worden onmiddellijk aan de goedkeuring van het directiecomité voorgelegd;
- 11° de eedafleggingen van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 af te nemen.

Art. 7. Bij afwezigheid of verhindering van de leidende ambtenaar worden de hem verleende delegaties, bij gebrek aan andersluidende bepalingen, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering aan de adjunct-leidende ambtenaar verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-leidende ambtenaar worden de delegaties voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering verleend aan de persoon die de Regering aanwijst onder de ambtenaren van niveau 1 die deel uitmaken van het directiecomité.

Afdeling 2. - Bevoegdheden van het directiecomité

Art. 8. Het directiecomité is gemachtigd om :

- 1° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof, het omstandigheidsverlof en de opdrachten, met inbegrip van de opdrachten in het buitenland;

2° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. de dienstvrijstellingen wegens overmacht;

3° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, de indisponibiliteitstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die echter geen definitieve arbeidsongeschiktheid inhoudt, maar afwezigheden met zich mee brengt die de duur van het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid overschrijden;

4° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid uit te spreken;

5° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, de beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de door de administratieve gezondheidsdienst genomen beslissingen inzake lichamelijke ongeschiktheid;

6° ouderschapsverlof toe te kennen of verlof om de cursussen van de school voor burgerlijke veiligheid bij te wonen, prestaties in vredesstijd te vervullen, een kind op te vangen met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

7° beslissingen te nemen i.v.m. arbeidsongevallen en beroepsziekten;

8° tot de definitieve benoeming van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 over te gaan;

9° de definitieve beslissingen te nemen i.v.m. de adviezen van de commissies en de kamers van beroep, alsook van de stagecommissie voor de niveaus 2+, 2, 3 en 4;

10° contractuelen van niveau 2+, 2, 3 en 4 te werven, met inachtneming van de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen en diensten alsook de psychiatrische functies en andere psychiatrische structuren;

11° contractuelen van niveau 2+, 2, 3 en 4 te ontslaan, ook om gewichtige reden overeenkomstig artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst;

12° de ambtenaren aan te stellen;

13° het administratieve verblijf van de personeelsleden vast te leggen;

14° wat de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 betreft, beslissingen te nemen i.v.m. de loopbaanonderbreking;

15° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof om dwingende redenen van familiaal belang, het stageverlof of een proeftijd in een openbare dienst, een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntatie of in het universitair onderwijs, het uitoefenen van een tijdelijke functie in een officiële of gesubsidieerde vrije school, of een kandidaatstelling voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, om prestaties te verrichten ten gunste van erkende politieke groeperingen van de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende vergaderingen of ten gunste van de voorzitters van die groeperingen, verkleinde prestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale, familiale of persoonlijke redenen, cursussen te volgen om de intellectuele, morele of sociale opleiding te vervolmaken in het kader van een verlof voor maatschappelijke emancipatie;

16° op verzoek van de ambtenaar, hogere functies, promoties bij verhoging van graad en overplaatsingen in de niveaus 2+, 2, 3 en 4 toe te staan.

Art. 9. In het kader van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag tussen 1 250 000 F en 25 000 000 F ligt, exclusief B.T.W., is het directiecomité gemachtigd om :

1° het bestek of de bescheiden die ermee gelijkstaan, te bepalen en goed te keuren, de wijze van gunning te kiezen, de procedure op te starten en de opdracht te sluiten;

2° een prijzencontrole op te leggen, als hij niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° in het bestek of de bescheiden die ermee gelijkstaan, af te wijken van de algemene aannemingsvoorwaarden en de toekenning van voorschotten te voorzien die minder bedragen dan vijftig procent van de waarde van de opdracht.

Art. 10. In het kader van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan 25 000 000 F, exclusief B.T.W., wordt het directiecomité ermee belast een voorafgaand advies te geven over de in artikel 9, 1° en 3°, bedoelde punten.

Bovendien is het directiecomité gemachtigd om, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, een prijzencontrole op te leggen als deze niet verplicht is.

Afdeling 3. - Exclusieve beheersbevoegdheid van de Regering

Art. 11. Wat het personeel betreft, is de Waalse Regering als enige bevoegd voor :

1° de organieke of reglementaire besluiten;

2° het verlenen van delegaties;

3° de personeelsformatie;

4° het vacant verklaren van betrekkingen;

5° de toekenning, op verzoek van de ambtenaar, van hogere functies, promoties bij verhoging van graad en overplaatsingen in niveau 1;

6° de definitieve beslissingen als gevolg van de adviezen die uitgebracht worden door de commissies en de kamers van beroep alsook door de stagecommissie voor niveau 1;

7° de mutaties, in het belang van de dienst, vanaf de graden van rang A4;

8° de goedkeuring van het jaarlijkse wervingsprogramma;

9° de vaste benoeming van de ambtenaren van niveau 1;

10° de werving van contractuelen in niveau 1.

HOOFDSTUK III. - Samenstelling en huishoudelijk reglement van het directiecomité

Art. 12. Het directiecomité is samengesteld uit de personen vermeld in artikel 7, alinea 1, van het decreet, uit de rekenplichtige en de vertegenwoordiger van het tehuis voor psychiatrische zorgen.

Art. 13. Het voorzitterschap van het directiecomité wordt waargenomen door de leidende ambtenaar of, bij diens afwezigheid of verhindering, door de adjunct-leidende ambtenaar.

De leidende ambtenaar benoemt de secretaris onder de leden van het directiecomité.

Art. 14. De voorzitter van het directiecomité stelt de agenda vast, rekening houdende met de voorstellen van de andere leden van het directiecomité.

Art. 15. De secretaris stuurt de oproepingen minstens drie dagen vóór de vergaderdatum aan de leden van het directiecomité.

De oproepingen vermelden de dag, het uur en de plaats van de vergadering alsook de agenda, en bevatten de nodige documentatie voor een grondige analyse van de agendapunten.

Art. 16. De voorzitter roept het directiecomité onmiddellijk op als minstens drie leden de dringende noodzakelijkheid op gemotiveerd verzoek inroepen. Het verzoek vermeldt de punten die op de agenda moeten voorkomen.

Art. 17. De personen die binnen of buiten het centrum werken, kunnen opgeroepen worden om de vergaderingen van het directiecomité als deskundigen bij te wonen. Ze zijn niet stemgerechtigd.

Art. 18. Het directiecomité beraadslaagt slechts op geldige wijze als de meerderheid van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden met de meerderheid van de aanwezige leden genomen. De leden van het directiecomité stemmen bij handopsteken. De voorzitter stemt als laatste en in geval van staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

Als het aantal leden van het directiecomité, na regelmatige oproeping, onvoldoende is om te beraadslagen, beslist het directiecomité op de volgende vergadering op geldige wijze over de punten die twee keer achter elkaar op de agenda staan, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

Deze regeling staat in de oproepingsbrief.

Art. 19. De beslissingen van het directiecomité zijn het voorwerp van een proces-verbaal. Het proces-verbaal van elke vergadering wordt door de secretaris opgemaakt en binnen tien dagen na de vergadering aan alle leden van het directiecomité gestuurd.

Het proces-verbaal wordt, na goedkeuring, op de volgende vergadering door de voorzitter en de secretaris ondertekend. Een exemplaar wordt aan de Regering gestuurd.

De secretaris houdt een register van de processen-verbaal van het directiecomité.

Art. 20. De leden van het directiecomité krijgen geen presentiegeld.

HOOFDSTUK IV. - Oriëntatiecomité

Art. 21. Het oriëntatiecomité vergadert op oproeping van de voorzitter of, bij diens afwezigheid of verhinderdheid, op oproeping van één van de vice-voorzitters. Hij roept het oriëntatiecomité minstens vier keer per jaar op en telkens als een verzoek van minstens vijf leden van het oriëntatiecomité, van de Minister onder wie het centrum ressorteert, van het directiecomité of van de leidende ambtenaar aan de voorzitter gestuurd wordt.

De oproepingen worden de leden schriftelijk toegestuurd. Behalve in geval van dringende noodzakelijkheid worden ze tien dagen vóór de vergaderdatum op het postkantoor gedeponneerd. Ze vermelden de dag, het uur en de plaats van de vergadering alsook de agenda en bevatten de nodige documentatie voor een grondige analyse van de agendapunten.

Art. 22. Het oriëntatiecomité beslist slechts op geldige wijze als de meerderheid van de leden aanwezig is.

De voorstellen en adviezen worden aangenomen als ze de meerderheid van de uitgebrachte stemmen verkrijgen.

De leden van het oriëntatiecomité stemmen bij handopsteken. De voorzitter stemt als laatste en in geval van staking van stemmen is zijn stem beslissend.

De leden van het oriëntatiecomité zijn gehouden tot het geheim van de behandelingen en besluiten.

Art. 23. Als het oriëntatiecomité, na regelmatige oproeping, niet in voldoende aantal aanwezig is om te beraadslagen, kan het, na een nieuwe bij aangetekende brief gestuurde oproeping, op de volgende vergadering op geldige wijze beslissen over de punten die twee keer achter elkaar op de agenda gebracht worden, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

Art. 24. De besluiten van het oriëntatiecomité zijn het voorwerp van een proces-verbaal.

Voor elke vergadering maakt de secretaris een proces-verbaal op dat binnen tien dagen na de vergadering gestuurd wordt aan alle leden van het oriëntatiecomité die stemgerechtigd zijn of raadgevende stem hebben.

Het proces-verbaal wordt, na goedkeuring, op de volgende vergadering door de voorzitter en de secretaris ondertekend of, in elk geval, door twee leden van het oriëntatiecomité. Een exemplaar wordt aan de Regering gestuurd.

De secretaris houdt een register van de processen-verbaal van het oriëntatiecomité.

Art. 25. De deelname aan de vergaderingen van het oriëntatiecomité geeft recht op het volgende presentiegeld :
1° 1 500 F voor de voorzitter of, bij diens afwezigheid, voor de vice-voorzitter die het voorzitterschap waarneemt;
2° 1 000 F voor de andere leden.

De voorzitter en de leden van het oriëntatiecomité hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten overeenkomstig de reglementering van toepassing op de ambtenaren van het Gewest.

Voor de toepassing van dit artikel worden de voorzitter en de leden van het oriëntatiecomité gelijkgesteld met de ambtenaren van het Gewest die rang A4 bekleden.

De voorzitter keurt de verklaringen van schuldvorderingen van de vice-voorzitter en de leden van het oriëntatiecomité goed.

Art. 26. De leden van het oriëntatiecomité mogen niet :

1° deelnemen aan de beraadslaging over voorwerpen waar zij een rechtstreeks persoonlijk belang bij hebben (gehad) of waar hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een rechtstreeks of persoonlijk belang bij hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen aan een opdracht, aanbesteding, levering, verkoop of aankoop die het centrum interesseert;

3° als advocaat, notaris of zakenman in de processen tussenkomen die tegen het centrum gericht zijn, of adviezen geven of in een willekeurige betwiste zaak optreden of pleiten, behalve gratis, in het belang van het centrum.

HOOFDSTUK V. - *Budgétaires, boekhoudkundig, financieel en vermogensbeheer*

Afdeling I. - Begroting van de ontvangsten en uitgaven

Art. 27. De begroting omvat alle ontvangsten en uitgaven van het centrum tijdens het jaar waarvoor ze opgemaakt is, wat de oorsprong en de oorzaak ervan ook mogen zijn.

Art. 28. Onder ontvangsten worden verstaan alle rechten die aan het centrum toekomen wegens zijn betrekkingen met derden.

Onder uitgaven worden verstaan alle verbintenissen ten laste van het centrum vanwege zijn betrekkingen met derden.

De verrichtingen op gelden van derden worden voor orde op de begroting aangerekend.

Art. 29. § 1. Voor contracten en opdrachten waarvan de uitvoeringstermijn meer dan een begrotingsjaar in beslag neemt, bepaalt de begroting, enerzijds, het bedrag van de verbintenissen die mogen worden aangegaan, en, anderzijds, het bedrag van het gedeelte van de contracten en opdrachten dat in de loop van het betrokken begrotingsjaar mag worden vereffend.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 van dit artikel worden de rechten voortspruitend uit het sluiten van contracten m.b.t. het gebruik van goederen of diensten, die de ondertekenaars voor meer dan een begrotingsjaar verbinden, slechts ten belope van de rechten die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar worden, op de begroting aangerekend.

Art. 30. De budgettaire aanrekening wordt uitgevoerd op basis van het document dat voor derden bestemd is of dat van hen uitgaat en waarbij het bestaan en de omvang van de verrichting vastgesteld worden.

Art. 31. De ramingen betreffende de ontvangstposten van de begroting houden geen beperking in van de te verrichten ontvangsten.

De ontvangsten moeten geboekt worden op de posten die ervoor bestemd zijn.

Art. 32. De op de uitgavenposten uitgetrokken kredieten beperken de uitgaven tot het vastgestelde bedrag, tenzij de tekst ervan bepaalt dat ze niet limitatief zijn.

De kredieten mogen slechts gebruikt worden voor de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

Art. 33. § 1. De overschrijvingen en overschrijdingen van limitatieve kredieten die op de begroting van het centrum uitgetrokken worden, moeten, vóór elke tenuitvoerlegging, goedgekeurd worden door de Minister onder wie het centrum ressorteert.

§ 2. Voor een dringende en onvoorziene uitgave die een kredietoverschrijding tot gevolg heeft, steit de leidende ambtenaar de gepaste begrotingswijziging voor aan de Minister onder wie het centrum ressorteert.

De Minister onder wie het centrum ressorteert, spreekt zich uit binnen twee werkdagen na ontvangst van het voorstel. Na het verstrijken van deze termijn wordt de begrotingswijziging geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 34. Een driemaandelijks verslag wordt, samen met een follow-up van de begroting alsook een resultatenprognose, onder de verantwoordelijkheid van de rekenplichtige opgemaakt en binnen de maand na elke trimester aan het directiecomité gestuurd.

Na goedkeuring door het directiecomité stuurt de leidende ambtenaar het beheersverslag aan de Minister onder wie het centrum ressorteert.

Afdeling 2. - Interne bewegingen

Art. 35. Verrichtingen die niet uit betrekkingen met derden voortvloeien, zijn interne bewegingen. Die verrichtingen betreffen met name het vormen, het omzetten en het verdwijnen van vermogenswaarden, het samenstellen van reserve-, afschrijvings- of vernieuwingsfondsen.

Art. 36. Interne bewegingen worden indicatief geraamd in de prefiguratie van de rekeningen die ze zullen beïnvloeden.

De prefiguratie van de rekeningen is de synthese van de waardenbeweging die, gedurende het jaar waarvoor de begroting is opgemaakt, voortvloeit uit de uitvoering van de statutaire opdracht van het centrum. Deze synthese houdt rekening met dezelfde onderverdelingen als die in het boekhoudplan voorkomen. De bedoeling ervan is te wijzen op de mogelijke vermogenswijzigingen die voortvloeien hetzij uit de verrichtingen van het centrum met derden, hetzij uit de interne waardenbeweging.

Afdeling 3. - Vorm van de begroting en van haar bijlagen

Art. 37. Het begrotingsontwerp van het centrum wordt aan de hand van tabellen opgemaakt, in een vorm die gezamenlijk bepaald wordt door de Minister onder wie het centrum ressorteert en de Minister van Begroting.

Die tabellen moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 29 opgemaakt worden.

De ontvangsten en uitgaven worden er volgens hun aard ingedeeld.

Art. 38. De prognoses van ontvangsten en de kredieten voor uitgaven worden met afzonderlijke bewijsnota's gestaafd.

De beheershandelingen waarvan de financiële gevolgen tot uiting komen in de rekeningen van verschillende jaren, worden in de vorm van een beknopt programma uiteengezet. Jaarlijks wordt, zolang het programma niet volledig afgewerkt is, herinnerd aan de staat van voortgang in de uitvoering ervan.

Art. 39. Aan de hand van een bewijsnota stelt het centrum de prefiguratie van de rekeningenbeweging voor waarvan sprake in artikel 36.

De prefiguratie is de volgende :

1° alle ontvangsten en uitgaven worden in de tabel van de begrotingsramingen opgenomen, de eerste aan de creditzijde en de tweede aan de debetzijde;

2° alle interne bewegingen, waarvan sprake in artikel 35, worden afzonderlijk weergegeven en onderling gecrediteerd en gedebiteerd voor het geheel van de geprefigureerde rekeningen.

Art. 40. Het centrum dat de roerende of onroerende goederen beheert waarvan het eigenaar is of die het in gebruik heeft, kan zich beperken tot het voorleggen van de prefiguratie van de rekeningen waarin de beheersverrichtingen en waardeschommelingen van die goederen opgenomen zijn.

Art. 41. De prefiguratie van de rekening van de liquiditeitsbewegingen wordt bij het begrotingsontwerp gevoegd.

Afdeling 4. - Controle van de vastleggingen

Art. 42. In ieder centrum let een controleur van de vastleggingen erop dat de begrotingskredieten niet overschreden worden.

De controleurs worden, op voorstel van de Minister onder wie het centrum ressorteert en van de Minister van Begroting, door de Regering aangesteld. Zij worden rekenplichtig gesteld voor de vastleggingen aangegaan ten laste van de vastleggingskredieten bedoeld in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 43. Van de goedkeuring van de contracten en opdrachten voor werken en leveringen van goederen of diensten mag geen kennis worden gegeven vooraleer deze contracten en opdrachten gevisieerd zijn door de controleur van de vastleggingen.

Art. 44. De ten laste van de begroting uitgevoerde ordonnancements worden door de controleur der vastleggingen gevisieerd, die er op let dat zij het bedrag van de vastleggingen waarop ze betrekking hebben, niet overschrijden.

Art. 45. De controleurs van de vastleggingen mogen zich alle stukken, inlichtingen en ophelderingen doen verstrekken betreffende de vastleggingen en ordonnancements.

Art. 46. De controleurs van de vastleggingen doen op gezette tijden aan het Rekenhof een met de verantwoordingsstukken gestaafe lijst toekomen van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten waarop artikelen 7, § 2, en 45, § 7, van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit betrekking hebben.

Deze staten worden opgenomen in de rekening van uitvoering van de begroting.

Art. 47. Aan de controleur van de vastleggingen worden onderworpen :

1° voor een visum tot vastlegging, vóór hun notificatie, de contracten en opdrachten voor werken en leveringen van goederen of diensten waarvan het bedrag 100 000 F overschrijdt;

2° voor een visum tot provisionele vastlegging,

a) de ramingsstaten van de sommen die, tijdens het begrotingsjaar, van het centrum eisbaar zullen worden wegens verbintenissen die voortvloeien uit de uitvoering hetzij van wets- of reglementsbepalingen inzake wedden, pensioenen en bijkomende of gelijkaardige vergoedingen, hetzij van contracten voor het verhuren van goederen en van abonnementscontracten;

b) de ramingsstaten van de sommen die op het einde van het begrotingsjaar door het centrum verschuldigd blijven wegens verbintenissen die tijdens dat jaar te zijnen laste ontstaan zijn en die niet het voorwerp van een visum tot rekenplichtige vastlegging hebben uitgemaakt;

3° voor een gelijktijdig visum tot rekenplichtige vastlegging en ordonnancering,

a) de ordonnanties tot betaling betreffende de contracten en opdrachten voor werken en leveringen van goederen of diensten waarvan het bedrag 100 000 F niet overschrijdt;

b) de ordonnanties betreffende de uitgaven waarvan geen sprake onder 1° en 2°;

4° voor een visum tot ordonnancering, de ordonnanties tot betaling of regularisatie betreffende de in 1° en 2° hierboven bepaalde uitgaven;

5° voor een visum tot ordonnancering en, eventueel, tot rekenplichtige vastlegging, de ordonnanties tot regularisatie van de uitgaven die betaald werden met voorschotten uit de kas der rekenplichtigen.

Art. 48. § 1. Voor de vastleggingen onder artikel 47, 1° en 2°, legt de overheid die voor de uitgave verantwoordelijk is, aan de controleur van de vastleggingen een vastleggingsbulletin voor, met de volgende inlichtingen :

1° het doel van de te viseren akte;

2° de datum van de te viseren akte en die van haar goedkeuring;

3° in voorkomend geval, de ontvangende partij (leverancier, aannemer, schuldeiser of beneficiant);

4° de vermoedelijke uitgave volgens de overeenkomst of volgens alle andere ramingsgegevens;

5° het aanrekeningsjaar, de begroting, het artikel en de littera van de begrotingswet, waarbij de uitgave toegestaan wordt;

6° de betrokken dienst;

7° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

Het bulletin gaat vergezeld van het dossier met de verantwoordingsstukken van de te verrichten uitgave; dit dossier wordt na visering door de controleur naar de betrokken overheid teruggezonden.

§ 2 Voor de op de vastleggingskredieten aan te rekenen vastleggingen worden het vastleggingsbulletin en het verantwoordingsdossier in duplo toegezonden.

§ 3 De ramingsstaten waarvan sprake in artikel 47, 2°, a, worden de controleur van de vastleggingen uiterlijk 15 januari van het beschouwde begrotingsjaar toegezonden; die waarvan sprake in 2°, b, van hetzelfde artikel 47 worden uiterlijk 31 januari van het volgende jaar toegezonden.

Die staten gaan vergezeld van de nodige rechtvaardiging.

Art. 49. § 1 Onverminderd de toepassing van §§ 2 en 3 wordt elke verhoging, vermindering of annulering van een door de controleur van de vastleggingen gevisieerde vastlegging hem onmiddellijk genotificeerd door middel van een wijzigend bulletin dat met een rechtvaardigingsdossier gestaaft is.

§ 2 De verminderingen of annulleringen van het bedrag van tijdens een vroeger begrotingsjaar ten laste van vastleggingskredieten gevisieerde vastleggingen worden aan de controleur van de vastleggingen minstens eenmaal per trimester genotificeerd door middel van een wijzigend bulletin dat met een rechtvaardigingsdossier gestaaft is.

Zij mogen geen verhoging van het voor het lopende begrotingsjaar beschikbare bedrag tot gevolg hebben.

§ 3 Voor de vastleggingen gevisieerd tijdens een vroeger begrotingsjaar ten laste van een vastleggingskrediet, wordt de eerste tijdens het lopende jaar te viseren verhoging onmiddellijk aan de controleur van de vastleggingen genotificeerd door middel van een vastleggingsbulletin dat met een rechtvaardigingsdossier gestaaft is.

§ 4 De documenten waarvan sprake in §§ 1 tot 3 worden toegezonden op de bij artikel 48 bepaalde wijze.

Art. 50. De ordonnanties tot betaling of regularisatie van de uitgaven die vroeger gevisieerd werden overeenkomstig artikel 47, 1° en 2°, vermelden het inschrijvingsnummer en de datum van het visum.

Zij worden opgetekend op andere borderellen dan deze welke de ordonnanties vergezellen, die onderworpen zijn aan het gelijktijdig visum tot rekenplichtige vastlegging en tot ordonnancering.

Art. 51. Aan de controleur van de vastleggingen worden regelmatig medegedeeld :

1° de opmerkingen van het Rekenhof en de antwoorden op die opmerkingen;

2° de wijzigingen in de aanrekeningen die hij geboekt heeft.

Afdeling 5. - Boekhouding

Art. 52. Onverminderd de artikelen 77 tot 79 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, en hun uitvoeringsbesluiten, valt de boekhouding van het centrum onder toepassing van de bepalingen van deze afdeling.

Art. 53. Alle verrichtingen betreffende de activiteit en de administratie van het centrum worden dagelijks uitvoerig in de boeken opgenomen.

Elke boekhouding is met een bewijsstuk gestaafd.

Art. 54. De boekhouding geschiedt volgens de gewone regels van de dubbele boekhouding.

Voor de boekhouding worden minstens volgende documenten gebruikt:

1° een journaal waarin de verrichtingen in chronologische volgorde worden opgenomen;

2° een boekhoudplan met, enerzijds, de aangewende middelen volgens hun aard, en, anderzijds, het gebruik dat van deze middelen gemaakt wordt alsook de vermogenswijzigingen die eruit voortvloeien.

Art. 55. Indien verschillende hulpdagboeken worden gehouden, worden de geschriften minstens één keer per maand in 'een centralisatiejournaal overgeschreven.

Als het belang of de behoeften van de dienst het eisen, kan van deze bepaling afgeweken worden, mits instemming van de Minister onder wie het centrum ressorteert en van de Minister van Begroting.

Art. 56. In de loop van het jaar vertonen de rekeningen waarop de budgettaire uitgaven worden geboekt slechts boekingen aan de debetzijde; de rekeningen waarop de budgettaire ontvangsten worden geboekt vertonen slechts boekingen aan de creditzijde, zodat deze rekeningen de recapitulatie van de bewijsstukken van deze boekingen vormen.

Art. 57. Documenten die van derden uitgaan en de inschrijvingen op de rekeningen staven, worden per begrotingspost ingedeeld.

De afschriften van documenten die voor derden bestemd zijn, zijn het voorwerp van een gelijksoortige indeling.

Als de activiteiten van het centrum, op grond van hun type, per exploitatie of per dienst ingedeeld moeten worden, kunnen de aldus ingedeelde documenten in subsidiaire volgorde per activiteitensector van het centrum geïnventariseerd worden.

Art. 58. De documenten die het centrum opmaakt om de interne waardenbewegingen te rechtvaardigen, zijn het voorwerp van een indeling per rekening. Ze mogen niet verward worden met de in artikel 57 bedoelde documenten.

Art. 59. Een voorschot wordt aangelegd om toekomstige oninbare vorderingen te dekken. De voor te schieten geldsom is minstens gelijk aan het derde van de oninbare vorderingen die gedurende drie achtereenvolgende boekjaren zijn vastgesteld.

Art. 60. Op 31 december worden de activa- en passivawaarden van het centrumvermogen herzien en wordt, op basis van de omstandige contantenlijsten, een algemene inventaris opgemaakt die in evenveel hoofdstukken onderverdeeld wordt als het boekhoudplan van het centrum.

Art. 61. De boeking die de rekeningen overeenkomstig de gegevens van de inventaris moet rectificeren, wordt eveneens op 31 december uitgevoerd.

Art. 62. Na de in artikel 61 bedoelde boeking wordt een eindafsluiting van de rekeningen opgemaakt.

Art. 63. De mogelijke winsten van een boekjaar worden als kapitaal geboekt.

Afdeling 6 - Aflegging van de rekeningen

Art. 64. Het centrum bezorgt de Minister onder wie het ressorteert, jaarlijks :

1° de rekening van uitvoering van de begroting;

2° de rekening van de vermogenswijzigingen;

3° een resultatenrekening;

4° een balans.

Art. 65. De rekening van uitvoering van de begroting wordt opgemaakt door het overbrengen van de geldsommen die bij de eindafsluiting in de groep van de open rekeningen voorkomen.

Rekening houdende met de wijzigingen die er regelmatig in zijn aangebracht, vertoont de rekening van uitvoering dezelfde onderverdelingen als de tabellen van de begroting die is opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 37.

In de opeenvolgende kolommen van die tabellen komen volgende gegevens voor :

1° de nummers van de posten;

2° hun teksten;

3° de ontvangstenprognoses of de toegekende kredieten, al naar gelang het geval;

4° de aangerekende ontvangsten of uitgaven;

5° de verschillen tussen de prognoses en de aanrekeningen.

Het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar. Dit resultaat vormt, samen met de begrotingsresultaten van de vorige jaren, het algemene resultaat van de begrotingen.

Art. 66. § 1. De rekening van de vermogensvariaties staat vermeld in tabellen waarin de in de open rekeningen geregistreerde elementen voorkomen.

§ 2. Deze rekening omvat :

1° de bedragen die de activaverhogingen en de passivaverminderingen vertegenwoordigen en de tegenwaarde zijn van de bij de begroting ondergebrachte uitgaven;

2° de meerwaarden en andere vastgestelde activaverhogingen, buiten elke budgettaire aanrekening;

3° de bedragen die de activaverminderingen of de passivaverhogingen vertegenwoordigen, die de tegenwaarde zijn van de bij de begroting ondergebrachte ontvangsten;

4° de minderwaarden, waardeverminderingen, activaverdwijningen of passivaverhogingen vastgesteld buiten elke budgettaire aanrekening.

§ 3. De verrichtingen worden samenvattend herhaald in verschillende kolommen met, enerzijds, de verrichtingen die het voorwerp van een budgettaire aanrekening zijn en, anderzijds, de verrichtingen die buiten elke budgettaire aanrekening vastgesteld zijn.

§ 4. Het verschil tussen de verhogingen en de verminderingen vormt het resultaat van de vermogensvariaties in de loop van het jaar.

Dit resultaat vormt, samen met de resultaten van de vorige jaren, de algemene rekening van de vermogensvariaties.

§ 5. Het resultaat van de vermogensvariëaties die het centrum in de loop van het jaar kende, wordt verkregen door de balans van het betrokken jaar met die van het jaar tevoren te vergelijken.

Art. 67. De resultatenrekening bestaat uit :

- 1° exploitatierekeningen van elke activiteitssector van het centrum;
- 2° rekeningen van exploitatieresultaten van elke activiteitssector van het centrum;
- 3° een winst- en verliesrekening.

De in alinea 1, 1° en 2°, bedoelde rekeningen kunnen gefuseerd worden.

Art. 68. De exploitatierekening omvat :

- 1° de kosten van de aangewende middelen en verrichte prestaties, de lasten voor het gebruik van beleggingen en werktuigen alsook alle andere meestal willekeurige lasten die deze exploitatie betreffen en de kostprijs belasten;
- 2° alle elementen die de belastingdruk op de kostprijs alsook de waarde op de kostprijs van het produkt van de exploitatieactiviteit kunnen verminderen.

Art. 69. De rekening van exploitatieresultaten omvat :

- 1° de kostprijs van de verleende diensten en overgedragen produkten;
- 2° de overdrachtprijs van die diensten en produkten.

Het verschil vormt de exploitatiewinst of -verlies.

Art. 70. De winst- en verliesrekening omvat :

- 1° de exploitatiewinst of -verlies van de rekeningen van exploitatieresultaten waarvan sprake in artikel 69;
- 2° de inkomsten, produkten, kosten en lasten die niet in de exploitatierekeningen of vermogensvariëaties opgenomen zijn.

De winst of het verlies van het jaar vormt, samen met het saldo van de vorige jaren, de algemene winst- of verliesrekening.

Art. 71. De balans van de activa en passiva van het centrum op 31 december wordt gevormd door het overbrengen van de saldo's die bij de eindafsluiting van de rekeningen aan het licht komen.

Art. 72. § 1. Bij de overeenkomstig artikel 64 voorgestelde rekeningen wordt een korte uitleg van de regels gevoegd m.b.t.:

- 1° de bepaling van de winsten;
- 2° de schattingswijze van de bestanddelen van het vermogen;
- 3° de berekeningswijze en de vaststelling van het maximumbedrag van :
 - a) de aflossingen;
 - b) de dotaties aan het vernieuwingsfonds;
 - c) de speciale reserves en andere voorschotten die nodig zijn omwille van de aard van de activiteiten van het centrum.

§ 2. De rekeningen worden, samen met een eindafsluiting, vóór 30 april van het jaar na het beheersjaar, in vijf exemplaren voorgelegd aan de Minister onder wie het centrum ressorteert. De Minister stuurt drie exemplaren aan de Minister van Begroting.

§ 3. De Minister van Begroting stuurt, vóór 31 mei van het jaar na het jaar van hun beheer, twee exemplaren van de rekeningen aan het Rekenhof.

Na zijn controletaak te hebben uitgevoerd, stuurt het Rekenhof, samen met zijn opmerkingen, een exemplaar van de rekeningen aan de Minister van Begroting, die het vervolgens doorzendt naar de Minister onder wie het centrum ressorteert.

Afdeling 7. - Definitieve regeling van de begroting

Art. 73. De rekening van uitvoering van de begroting van het centrum wordt bij het decreetsontwerp inzake regeling van de begroting gevoegd.

Afdeling 8. - Diverse bepalingen

Art. 74. Als het Rekenhof ter plaatse een controle organiseert, kan het centrum de bewijsstukken van de boekhouding in plaats van het Rekenhof bewaren.

Art. 75. Op voorstel van het directiecomité treffen de Minister onder wie het centrum ressorteert en de Minister van Begroting de in artikel 17, alinea 2, van het decreet bedoelde regeling, met inachtneming van de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

HOOFDSTUK VI. - De penningmeester

Art. 76. De penningmeester moet de aan het centrum verschuldigde geldsommen en schuldvorderingen innen.

Art. 77. De penningmeester beheert de leningen van het centrum en is de hoofdcorrespondent van zijn kassier.

Art. 78. Op voorstel van de penningmeester bepaalt het directiecomité een procedure van invordering van schulden. De penningmeester is verantwoordelijk voor de follow-up van de terugbetalingen van de schulden. Op het einde van elk boekjaar legt hij de lijst van de oninbare vorderingen voor aan het directiecomité. De Regering sluit de lijst van de oninbare vorderingen af voordat de rekenplichtige tot de boekhouding overgaat.

Art. 79. De penningmeester is verantwoordelijk voor de financiële stromen in geld, cheques of andere betalingsvormen binnen het ziekenhuis. Hij zorgt ervoor dat jaarlijks minstens vier kascontroles verricht worden.

De penningmeester stelt jaarlijks een beheersverslag van de gelden op. Het verslag wordt voor goedkeuring aan het directiecomité onderworpen en vervolgens in vijf exemplaren, samen met de bewijsstukken, naar de Regering doorgezonden.

HOOFDSTUK VII. - Bedrijfsrevisoren

Art. 80. De bedrijfsrevisoren, die door de Regering benoemd worden, geven de Regering alle adviezen, beoordelingen of raadgevingen waar ze om vraagt.

HOOFDSTUK VIII. - Slotbepalingen

Art. 81. De bepalingen van het decreet treden in werking op 1 januari 1996.

Art. 82. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het decreet in werking treedt.

Art. 83. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 november 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 3323

[C — 31615]

5 OCTOBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 15 janvier 1993 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption des statuts du Port de Bruxelles, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du Canal, du Port, de l'Avant-Port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment son article 2, alinéa 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province du Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, notamment son article 47 § 1, 1°;

Vu la décision de l'Assemblée générale des actionnaires prise en séance extraordinaire du 24 mai 1995;

Sur proposition de son Secrétaire d'Etat ayant dans ses attributions les Travaux publics, la Politique foncière, la Gestion du Patrimoine et la Rénovation des Sites économiques désaffectés,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La décision du 24 mai 1995 de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société régionale du Port de Bruxelles portant modification des statuts de la société, est approuvée.

Art. 3. L'article 4bis des statuts est remplacé par le texte suivant : « Article 4bis. Le capital social de la société régionale du Port de Bruxelles est fixé à quatre-vingt-sept millions cinq cent vingt-neuf mille cinq cent vingt francs (87 529 520 F). Ce capital est représenté par 1 747 actions d'une valeur nominale de 50 000 F chacune.

Le capital social est réparti comme suit :

Région de Bruxelles-Capitale	49 005 000
Ville de Bruxelles	30 678 000
Brifin s.a.	3 366 520

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 3323

[C — 31615]

5 OKTOBER 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 15 januari 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot het aannemen van de statuten van de Haven van Brussel, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 23 juni 1994

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het Kanaal, de Haven, de Voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 2, alinea 7;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 januari 1993 tot het aannemen van de statuten van de Haven van Brussel, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling, zonder schadeloosstelling, van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, alsmede naar de federale overheid, inzonderheid op artikel 47 § 1, 1°;

Gelet op de beslissing van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, genomen tijdens haar buitengewone zitting van 24 mei 1995;

Op voordracht van haar Staatssecretaris tot wiens bevoegdheden de Openbare Werken, het Grondbeleid, het Patrimoniumbeheer en de Vernieuwing van verlaten Bedrijfs- ruimten behoren,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De beslissing van 24 mei 1995 van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de gewestelijke vennootschap van de Haven van Brussel tot wijziging van de statuten van de vennootschap, wordt goedgekeurd.

Art. 3. Artikel 4bis van de statuten wordt vervangen door de volgende tekst : « Artikel 4bis. Het maatschappelijk kapitaal van de gewestelijke vennootschap van de Haven van Brussel wordt vastgesteld op zevenentachtig miljoen vijfhonderd negentwintig duizend vijfhonderd twintig frank (87 529 520 F). Dit kapitaal wordt vertegenwoordigd door 1 747 aandelen, elk met een nominale waarde van 50 000 F.

Het maatschappelijk kapitaal wordt als volgt verdeeld :

Brussels Hoofdstedelijk Gewest	49 005 000
Stad Brussel	30 678 000
Brifin n.v.	3 366 520